

Tatiana Ventôse

**IL EST VENU LE TEMPS
DES PRODUCTEURS**

Le Fil d'Actu Éditions

Chapitre 2

La nouvelle colonisation

[...]

L'imposition d'un mode de vie

Si je me permets d'employer le terme de « colonisation », ce n'est pas par hasard. Ce que je décris, pourront en témoigner nombre de lecteurs vivant dans de petites villes ou en ruralité, n'est pas une réalité où les Parisiens, ayant pris conscience des problèmes engendrés par la concentration urbaine, s'en iraient ailleurs en toute humilité et s'efforceraient de s'intégrer au mieux dans les endroits où ils déménagent, en s'adaptant aux contraintes induites par leur nouvelle vie. Si quelques-uns l'ont fait, ce n'est pas la majorité – et d'ailleurs, 90% des Parisiens qui partent de Paris le font pour aller vivre dans d'autres métropoles, des sortes de « Paris en moins cher », à leur tour gentrifiées. « Tout ce qu'il touche devient de la merde », disait Donald Trump à propos d'Emmanuel Macron ; c'est aussi vrai, malheureu-

sement, des Parisiens. Si, partout, ils sont moqués (voire, en certains endroits, carrément haïs), ce n'est pas non plus par hasard : c'est parce que les colons de Paris (ou ses annexes) ne se contentent pas de passer leurs vacances ou de vivre là où ils l'ont décidé. Tout comme ils avaient amené Paris et les habitudes de la grande ville avec eux lors du premier confinement, ils exportent et imposent le mode de vie parisien sur place, ouvrent des *tiers-lieux*, espaces de *co-working* et autres cafés associatifs pour « redynamiser » des bourgs qui manquent de commerces et de services essentiels, viennent donner des leçons de vie aux gens sur place et expliquer à des agriculteurs héritiers de plusieurs générations de savoir-faire qu'ils devraient remplacer leur exploitation agricole traditionnelle par un jardin-forêt en permaculture, insultent les chasseurs en leur assénant qu'il vaudrait mieux laisser des espèces au potentiel de dégât considérable proliférer sans régulation, ou reprochent à leurs voisins des comportements « anti-écologiques » sans savoir faire la différence entre un marron d'Inde et une châtaigne (c'est une histoire vécue).

Si le procès du coq est devenu l'exemple symbolique parfait de l'injonction faite aux habitants du coin et à la nature de s'adapter aux Parisiens (ou aux « parisiens mentaux »), il y a malheureusement plus grave encore : le fait que la vision de ces nouveaux colons urbains soit relayée et promue par les médias, qui présentent tout cela comme la norme, qui vendent le mode de vie et de pensée sus-décrits comme des modèles à suivre. Et il ne s'agit pas d'une ou deux personnes sur un plateau, mais bien d'une offensive de masse, aussi diffuse que continue. Mais peut-on vraiment s'étonner de l'uniformité de la pensée propagée par les médias nationaux, alors que l'immense majorité d'entre eux ont leurs sièges dans les mêmes quartiers parisiens ? Faut-il vraiment s'étonner du tropisme parisien et mondialiste de faiseurs d'opinion qui vivent, mangent, dorment et respirent dans une même zone d'à peine quelques kilomètres carrés ?

Si les intellectuels, omniprésents sur les écrans de télévision, semblent tous partager le même mode de pensée, et nous vendent le mode de vie métropolisé comme l'incarnation du progrès, c'est aussi parce qu'ils œuvrent à ce que les Français acceptent la domination des citadins (et notamment des Parisiens) comme allant de soi : à les écouter prétendre représenter la France depuis leur chaire médiatique, la majorité de la population vivrait de manière anachronique, et devrait de toute urgence se mettre à penser autrement. Le modèle exerce même une attraction sur les jeunes des campagnes et des petites villes, qui pour beaucoup ont le sentiment de passer à côté de leur vie s'ils ne partent pas en ville. Selon les représentations médiatiques et culturelles dominantes, unanimes à ce propos, ce serait à la majorité des Français vivant hors des métropoles, systématiquement dépeints comme « l'autre », le « beauf », « l'arriéré », « le péquenaud », de faire des efforts pour s'adapter et adapter leur mode de vie à la modernité, en devenant ce qui est présenté comme la norme : être écolo, se comporter comme un citadin, se targuer d'être *progressiste* (ce qui inclut affirmer que les femmes peuvent, parfois, être des hommes, prôner l'accueil et la tolérance envers ceux qui vous frappent et vous insultent, et applaudir lorsque des hommes botoxés déambulent en robes à paillettes sur les chaînes du service public). Tous les jours, la presse comme le journal télévisé fustigent l'habitat individuel, la propriété immobilière, la voiture, le chauffage au bois et au fioul, la consommation de viande, les pratiques de consommation... On pourrait croire que cette démarche relève, de la part des médias et des intellectuels, d'un aveuglement idéologique. Mais, si c'est devenu vrai, la racine du problème ne se trouve pas dans la pensée abstraite, mais au contraire dans la défense d'intérêts tout ce qu'il y a de plus matériels. Car si ce modèle métropolisé où il semble que, tour à tour, les « bobos », les « parigos », les « wokes », le « lobby LGBT » ou encore les « écolos » font la loi, peut tenir, c'est en réalité parce qu'il se fonde avant toute chose sur l'exploitation concrète de la France rurale et périurbaine.

La France exploitée par les métropoles

C'est que la colonisation de la France rurale et périurbaine vise en réalité à la soumettre au fonctionnement voulu par les Parisiens, devenus décideurs. C'est une véritable domination économique, sociale et politique qui s'exerce sur la France depuis les métropoles mondialisées. Je ne parle pas là bien entendu du consultant en communication, à titre individuel, qui cherche à acheter sa résidence secondaire là où il peut se le permettre, ni même de l'écolo parisien voulant faire son « retour à la terre » en transformant une ferme productrice de nourriture en un *écolieu* improductif servant à alimenter des publications sur ses réseaux sociaux. Les colons de ce type-là, si leur action est nuisible pour les gens du coin dès lors qu'ils commencent à être en grand nombre, ne sont jamais que les pions, porte-drapeaux et idiots utiles de ceux à qui ce modèle profite réellement. Ils ne font qu'accomplir leur part de l'agenda de la classe dirigeante, et s'ils tirent un profit évident (en termes de mobilité, de revenus, de confort de vie et de statut social) de leur action colonisatrice, ils n'en ont pas inventé le système, et n'en sont pas les principaux responsables – tout juste se sont-ils trouvés du bon côté de la mondialisation et ont-ils su tirer leur épingle du jeu. Et l'on ne peut comprendre véritablement à quel point l'immobilier devenu trop cher, le procès d'un coq chanteur ou les éoliennes qui pourrissent la vie dans les campagnes sont des phénomènes qui sont liés, que si l'on accepte de prendre un peu de recul, et de voir que tout cela fait partie d'un même système cohérent, établi au profit d'une minorité de personnes, contre la majorité des Français localisés dans la France rurale et périurbaine. On ne peut comprendre le phénomène de colonisation qui ne dit pas son nom, à l'oeuvre depuis plusieurs décennies, qu'en acceptant le fait que les habitants de Paris et ses annexes, et, plus spécifiquement, les gagnants de la mondialisation qui s'y regroupent, tenants d'un modèle dont la

métropolisation n'est qu'une incarnation, ont un intérêt économique fondamental à exploiter la « France des ronds-points » à leur profit, avec la complicité d'une petite caste politico-médiatique. Et que la difficulté à caractériser les véritables responsables (sont-ce les « Parisiens », les « écologistes », les « progressistes », le « *lobby trans* », les « mondialistes », les « bobos », les « urbains », ou un peu de tout cela à la fois ?) est à la fois une conséquence de cette exploitation et de l'offensive idéologique destinée à la masquer, un moyen de brouiller les cartes pour que les véritables pillards restent dans l'ombre.

Ce que l'on sait pourtant, et qui est observable, c'est que cet ennemi exploite les ressources de la France périurbaine et rurale, et que cette dernière obtient de moins en moins en contrepartie. Dans une société équilibrée et harmonieuse, les choses fonctionnent selon un rapport donnant-donnant : on paye des impôts, des taxes et des cotisations sociales, qui peuvent être plus ou moins élevés, et en contrepartie de nos contributions, on est pris en charge en cas de maladie, on a accès à une éducation de qualité, et notre sécurité, physique et matérielle, à titre individuel et collectif, est assurée. De même, dans une société équilibrée et fonctionnelle, ceux qui produisent les ressources, qu'elles soient alimentaires (les agriculteurs, éleveurs et ceux qui transforment la production pour la rendre comestible quand on ne peut manger le produit brut), énergétiques (l'électricité, le chauffage, etc) ou industrielles (les biens d'équipement et de consommation courants qu'on utilise au quotidien), étant absolument indispensables au fonctionnement du pays parce qu'indispensables à la survie des personnes, ne sont pas censés devoir se battre pour faire leur travail et ramener un salaire dérisoire ne leur permettant même pas de vivre, pour ensuite payer toujours plus de taxes et d'impôts ; des contributions dont ils se demanderont où elles passent, puisque les services auparavant assurés ne le sont plus, et qu'ils doivent désormais, en sus, investir leurs propres

Chapitre 2 – La nouvelle colonisation

ressources, qui vont en s'amenuisant, dans leur santé, leur sécurité, et dans celles de leurs familles. C'est pourtant exactement ce qui se passe en France aujourd'hui : les ouvriers, agriculteurs et employés aux tâches directement liées au travail de production, représentant une majorité écrasante de la population des villes moyennes, des bourgs et des espaces ruraux (là où, nous l'avons vu, l'agglomération parisienne compte 45% de cadres), sont exhortés à payer toujours plus, à se serrer un peu plus la ceinture, au profit systématique des métropoles qui ne produisent rien d'essentiel, ni même de tangible. Ainsi, la fracture géographique entre la France des métropoles et la France périurbaine et rurale se calque en fait sur une fracture sociale.

Cette situation facilite en outre l'exploitation des ressources humaines de la France périurbaine et rurale par les métropoles (on notera au passage que le terme choisi pour qualifier ces grandes aires urbaines est exactement le même que celui utilisé pour désigner le centre de décision de la puissance colonisatrice au temps de la colonisation), qui drainent en leur sein les gens, et particulièrement les jeunes, en recherche d'emploi qui n'existe plus ailleurs ; elles exercent une fascination-attraction sur les non-urbains, parce que le mode de vie métropolisé nous est présenté comme désirable par les médias, intellectuels et autres influenceurs : un monde où le silence et la nuit n'existent plus, où tous les produits de consommation imaginables sont accessibles à toute heure du jour et de la nuit, tout comme « la culture » et les lieux de sociabilité, qui ont disparu du reste de la France (on évitera au passage de s'interroger sur les raisons d'une telle disparition, on pourrait en venir à lier ça au développement des métropoles).

Mais les métropoles (et particulièrement la capitale) drainent aussi à leur seul profit les ressources financières du reste de la France, en imposant toujours plus de taxes, directes ou indirectes : sans même

parler des taxes spécifiques pesant sur les producteurs, agriculteurs ou artisans, on pensera à celles qui concernent tout le monde. C'est le cas par exemple des taxes sur le ramassage des déchets, qui ont augmenté considérablement ces dernières années. Pourquoi ? Parce que des lois votées à Paris, sur la base de rapports d'agences gouvernementales basées à Paris, poussent désormais les communes à se doter de systèmes « connectés », de poubelles à puces, vendues par des *start-ups* ayant leur siège à Paris à des maires dépassés par le « progrès » et mis en minorité dans les communautés de communes ; ceci, sans compter le nombre d'acteurs, publics comme privés, du cabinet de conseil au courtier, en passant par l'association « écologiste » subventionnée pour vanter une telle innovation, qui prélèvent leur commission à un stade ou un autre du processus. Ces nouveaux systèmes de ramassage des déchets sont l'incarnation parfaite d'un mode de fonctionnement où les taxes, au caractère de plus en plus confiscatoire, perçues comme injustes par les gens qui encaissent le coup alors qu'ils vivent déjà chichement depuis des années, servent à engraisser un nombre incalculable de parasites urbains, sous couvert de mesures « pour la planète ». Et qu'importe si des situations absurdes émergent, comme dans le Limousin, où la communauté de communes ELAN, dans le nord de la Haute-Vienne, est passée à une tarification à la levée. Résultat : une seule levée par mois coûte désormais 20% de plus aux habitants que les quatre levées mensuelles qui avaient cours auparavant (et plus cher encore s'ils sortent leur poubelle toutes les semaines). Comble de l'affront : la communauté de communes a exigé que les personnes nécessitant des ramassages plus fréquents (à cause, par exemple, des déchets relatifs aux couches pour bébé ou protections urinaires) présentent des certificats médicaux – ce qui est non seulement indigne et indécent, mais aussi illégal. Et si les dirigeants de la communauté de communes ELAN ont annoncé à France 3 qu'ils « allaient trouver d'autres solutions », à l'heure où j'écris ces lignes, ces « solutions » n'ont pas encore été

communiquées au public, malgré le fait que la nouvelle tarification soit, elle, entrée en vigueur dans les communes concernées depuis un an.

Mais en plus de subir le pillage de ses ressources financières, la France rurale et périurbaine se retrouve désormais démunie face à une exploitation impitoyable de ses ressources naturelles. Il s'agit de l'eau aussi bien que du bois, exporté vers la Chine par des courtiers basés en métropole – créant là encore une situation ubuesque où les scieries françaises se retrouvent à l'arrêt pour manque de matériaux alors que nous exportons du bois, et que les rapports parlementaires et le gouvernement nous préparent à exploiter encore plus fortement nos forêts. Et, bien sûr nous l'avons vu, la ressource foncière et immobilière (la terre et la pierre) est la première à se faire rafler au détriment des habitants de la France rurale et périurbaine, en majorité ouvriers et employés, dont les revenus ne font pas le poids auprès des agences immobilières et des banques face à ceux d'un cadre parisien cherchant à investir ou à acheter une résidence secondaire. De même, de quel poids peuvent peser des agriculteurs, même en s'associant, pour racheter des terres cultivables, face à des investisseurs internationaux bénéficiant de fonds illimités pour racheter d'un coup des centaines d'hectares, d'immenses parcelles de notre pays ?

Une logique de prédation à l'infini

Le principe même de la colonisation est qu'il s'agit d'une dynamique parasitaire, s'opérant au détriment de l'organisme colonisé. En conséquence, elle n'a pas vocation à s'arrêter dès lors que ses besoins sont satisfaits : son besoin est précisément de prendre toujours plus. Le modèle métropolisé a besoin, pour se maintenir, de se développer, encore et encore. Les métropoles doivent s'étendre toujours plus, prenant toujours plus à la France périphérique dont elle pompe, littéra-

lement, la sève et le sang. Ainsi, après avoir imposé, à partir des années 1970, un modèle de destruction des centre-villes des petites villes et des villages au profit de zones commerciales, désormais la France des métropoles vient reprendre ses droits sur ces territoires investis par la France rurale et périurbaine. Dans cette optique, toujours en cette même rentrée 2023, le gouvernement faisait part de sa volonté de rénover la *France moche* des zones commerciales, pour y installer des logements « écologiques », des bureaux et des panneaux solaires. Si l'objectif affiché est de « renouer avec la France périphérique », en nous apportant, via l'écologie, la beauté, le progrès et la civilisation, il en résultera, inévitablement, l'étalement encore plus important des grandes villes, et, surtout, l'expulsion, encore, de cette France périphérique avec laquelle on prétend « renouer », qui s'était retrouvée contrainte de venir faire ses courses dans ces zones précisément à cause de la destruction, consécutive à l'imposition du modèle métropolitain, des commerces des bourgs et des villages.

Mais l'exploitation des ressources, bien que centrale dans la domination des métropoles sur la France périurbaine et rurale, n'est pas l'unique manifestation du phénomène de colonisation. Car la classe dominante a également tendance à considérer la France rurale et périurbaine comme sa décharge : c'est, en effet, là que Paris envoie les « déchets » que son modèle produit et qu'elle ne peut plus intégrer, de manière à maintenir un mode de vie viable pour ses habitants et une vitrine pour le reste du monde. Cela se fait souvent, mais pas toujours, avec la complicité d'élus locaux qui ne peuvent résister à une petite « obole » (terme employé explicitement par le maire d'un village charentais me parlant, sans se savoir enregistré, de l'implantation d'éoliennes sur sa commune), et celle de propriétaires de terrain, souvent agriculteurs, à qui l'on a pu forcer la main parce qu'ils étaient pris à la gorge financièrement. Ainsi, l'implantation féroce et à marche forcée d'éoliennes et de panneaux

Chapitre 2 – La nouvelle colonisation

solaires (au détriment de la production agricole) ; ainsi, les Centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) imposés à des communes de quelques centaines d'habitants, au mépris de la volonté des habitants et de leurs revendications à vivre en toute tranquillité et sécurité dans des villages qui ne tiennent que parce que l'harmonie et l'équilibre y sont garantis par les gens qui y vivent, et dont on comprend facilement comment l'arrivée de dizaines de personnes d'un coup peut les mettre en péril ; ainsi – et c'est probablement l'exemple le plus parlant – le déplacement *volontaire-mais-obligatoire* des SDF parisiens (dont 80% sont des migrants) dans des « sas d'accueil temporaires » en province, afin de libérer les hôtels pour les Jeux olympiques de Paris en 2024. Ordonnée par le gouvernement, cette initiative a dès le départ conduit à des situations (toujours) ubuesques, où des familles sans domicile fixe en Bretagne se sont retrouvées expulsés de l'hôtel qui les logeait pour céder la place aux nouveaux arrivants parisiens. Et surtout, qui est dupe du fait que ces « sas » resteront « temporaires », l'idée étant de reloger leurs occupants « en région » de manière pérenne, de l'avis même du gouvernement ? Quel niveau d'hypocrisie faut-il pour considérer que les SDF sont un problème pour Paris mais en même temps estimer acceptable de les envoyer en masse dans des lieux avec moins d'habitants et moins de capacités d'accueil (sachant que les migrants n'ont pas seulement besoin de logement, mais aussi de services administratifs et de transports pour s'y rendre), en le justifiant par le fait que la « qualité de vie » y serait « meilleure » ? Les Parisiens ont, eux, eu droit à un référendum sur l'interdiction des trottinettes, considérées comme une nuisance : mais quand les « territoires » auront-ils droit à un référendum sur la nuisance que constituent les Parisiens ?

[...]